



Direction du développement économique  
Service ESS et emploi



## CONVENTION 2022

entre France active Nouvelle Aquitaine et Bordeaux Métropole

Financement du programme d'actions ESS/TPE

### Entre les soussignés

France active Nouvelle Aquitaine, association régie par la loi du 1er juillet 1901, représenté(e) par son Président, Jérémy Brémaud, et dont le siège social est situé 90 rue Malbec, 33800 Bordeaux,

ci-après désigné(e) « **France active Nouvelle Aquitaine** »

Et

**Bordeaux Métropole**, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux Cedex, représentée par son Vice-Président, Monsieur Alain Garnier, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2022/ du Conseil de Bordeaux Métropole du

ci-après désigné « **Bordeaux Métropole** »

### PREAMBULE

L'association France active Nouvelle Aquitaine développe une offre de prestations de services et d'outils financiers pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS). France active Aquitaine a pu démontrer sa capacité à agir dans un cadre de sécurité financière et de viabilité des projets, et permet aux partenaires de cibler leurs aides sur un territoire précis ou sur des secteurs d'activités spécifiques. Face aux enjeux de consolidation, de développement et d'émergence des projets de l'ESS, un partenariat a été initié avec Bordeaux Métropole en 2010, car il s'inscrit dans la volonté de mieux accompagner les acteurs de l'ESS implantés sur notre territoire, de concevoir une réponse de proximité en matière de diagnostic, d'expertise et de financement de ces projets.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, France active Nouvelle Aquitaine s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son programme d'actions 1, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule de la convention.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention a une durée d'un an à compter de sa date de signature, sans préjudice des conditions de versement du solde définies à l'article 5.

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION**

Bordeaux Métropole s'engage à attribuer à France active Nouvelle Aquitaine au titre de l'année 2022 une subvention plafonnée à 50 000 €, équivalent à 2,7 % du montant total estimé des coûts éligibles d'un montant de 1 879 059 euros, soit :

- 20 000 euros pour la mise en œuvre du dispositif ESS Fines, avec des actions d'expertise financière que mène France active Aquitaine pour accompagner les acteurs de l'ESS, sur un budget de 773 418 €,

- 22 000 euros pour la mise en œuvre des actions d'expertise financière que mène France active Nouvelle Aquitaine pour accompagner des Très petites entreprises (TPE), sur un budget de 1 038 281 €,

- 8 000 € pour le dispositif ESS de formation collective Cap Amorçage, sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, sur un budget de 67 360 €, conformément au budget prévisionnel global figurant en annexe de la délibération.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée s'avère inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles s'avèreraient être inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

**Subvention définitive = Montant subvention x budget réalisé/budget prévisionnel**

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier de France active Nouvelle Aquitaine devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 6.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 1. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

## **ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Bordeaux Métropole procédera au versement de la subvention d'un montant de 50 000 €, selon les modalités suivantes :

- un 1<sup>er</sup> acompte de 80%, soit un montant de 40 000 € après signature de la présente convention,

- un solde de 20%, soit un montant de 10 000 €, après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 6, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 3.

La subvention sera créditée au compte de France active Nouvelle Aquitaine selon les procédures comptables en vigueur.

#### **ARTICLE 6 - JUSTIFICATIFS**

France active Nouvelle Aquitaine s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice et au plus tard le 31 août 2023, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention.

Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'Annexe 3 et définis d'un commun accord entre les deux parties. Ces documents sont signés par le Président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du Code de commerce.

- Le rapport d'activité.

#### **ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS**

- L'organisme communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

- Respect des règles de la concurrence : l'organisme pourra être soumis aux directives métropolitaines de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celle-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » au sens du droit communautaire (article 3-1 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics).

#### **ARTICLE 8 - CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE**

France active Nouvelle Aquitaine s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée. Sur simple

demande de Bordeaux Métropole, France active Nouvelle Aquitaine devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion, utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention. A cette fin, le bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

#### **ARTICLE 9 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

France active Nouvelle Aquitaine exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive. France active Nouvelle Aquitaine s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée France active Nouvelle Aquitaine devra être en capacité de justifier à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

#### **ARTICLE 10 - COMMUNICATION**

France active Nouvelle Aquitaine s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole en apposant le logo de Bordeaux Métropole sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

#### **ARTICLE 11 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par France active Nouvelle Aquitaine, sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, celui-ci peut respectivement exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'association ou l'organisme par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 12 - AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

#### **ARTICLE 13 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **ARTICLE 14 - CONTENTIEUX**

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable. En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal compétent.

## **ARTICLE 15 - ELECTION DE DOMICILE**

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile

### **Pour Bordeaux Métropole :**

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole  
Esplanade Charles de Gaulle  
33045 Bordeaux Cedex

### **Pour l'organisme :**

Monsieur le Président de France Active Nouvelle Aquitaine  
90 rue Malbec  
33800 Bordeaux

## **ARTICLE 16 : PIECES ANNEXES**

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

**Annexe 1** : Programme d'action

**Annexe 2** : Modèle de compte-rendu financier

**Annexe 3** : Modèle de bilan financier

**Annexe 4** : Budget prévisionnel

Fait à Bordeaux, le

Le Président  
de France active Nouvelle Aquitaine,

Pour le Président  
de Bordeaux Métropole et  
par délégation  
le Vice-président,

**Jérémy BREMAUD**

**Alain GARNIER**

## **Annexe 1 – Programme d'action**

L'association France active Nouvelle Aquitaine développe une offre de prestations de services et d'outils financiers pour les entreprises de l'Economie sociale et solidaire (ESS). Elle propose aux projets accompagnés des solutions de financement pour la création, le développement, la consolidation et la reprise d'entreprise. Elle développe une méthodologie d'accompagnement et de financement, qui se décline en trois axes :

- l'offre d'accompagnement des projets de l'ESS, qui permet d'apporter une aide au financement des entreprises de l'ESS, peu soutenues par les banques classiques faute de rentabilité et de capitaux suffisants,
- l'offre d'accompagnement des projets de Très petites entreprises (TPE), qui ouvre l'accès à un financement bancaire dans de bonnes conditions pour des demandeurs d'emploi souvent exclus du système bancaire, et qui nécessite un accompagnement afin d'expertiser les projets, le montage financier, lancer un tour de table financier, valider les financeurs pertinents et mettre en place un suivi des projets TPE à leur démarrage.
- Le dispositif Cap'Am : formation collective à l'émergence de microprojets. En complément, elle met en œuvre des outils financiers sur lesquels Bordeaux Métropole abonde en aide à l'investissement permettant ainsi la constitution de fonds dédiés :
  - o la ligne de garantie ESS : dispositif dit « Loi Galland » qui permet la mise en place de garanties sur prêts bancaires en faveur des entreprises solidaires,
  - o la ligne de garantie TPE : dispositif qui permet de garantir les prêts bancaires mis en place au bénéfice des très petites entreprises portés par des publics vulnérables éloignés du système bancaire classique,
  - o le contrat d'apport associatif : prêt à taux zéro, dont le remboursement s'étale sur une durée de 1 à 5 ans, qui permet de consolider les fonds propres des associations, de résorber leurs difficultés de trésorerie, et d'apporter un effet levier sur des financements en provenance d'autres partenaires.

Afin de développer une force d'ingénierie financière et des outils financiers pour accompagner le déploiement de l'ESS sur le territoire de Bordeaux Métropole, France active Aquitaine dispose d'une organisation reposant sur une équipe de 3 personnes (2 équivalents temps plein) en plus d'un poste sur l'appui administratif des outils financiers. Les outils financiers déjà abondés par Bordeaux Métropole sont maintenus sur leurs objectifs annuels de garantie et de facilitation aux prêts bancaires (30 à 40 garanties ESS et TPE), ainsi que sur le prêt à taux zéro (5 à 10 contrats d'apport associatif) et l'accompagnement financier des microprojets (5 à 10 accompagnements via le dispositif cap amorçage).

### **Programme d'actions 2022 :**

France active Aquitaine a pour objectif de maintenir sa méthodologie d'accompagnement et de financement en deux axes :

- l'offre d'accompagnement des projets de l'ESS, qui permet d'apporter une aide au financement des entreprises de l'ESS,
- l'offre d'accompagnement des projets de TPE, qui ouvre l'accès à un financement bancaire dans de bonnes conditions pour des demandeurs d'emploi souvent exclus du système bancaire.

## Annexe 2 - Modèle de compte-rendu financier

### Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif d'une subvention de fonctionnement

Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre aux responsables d'association de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.

Nom de l'organisme :

#### 1. BILAN QUALITATIF ANNUEL

Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre

L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

#### 2. BILAN FINANCIER

2.1. Renseigner la colonne « réalisé » de l'annexe 2 Bilan financier et le retourner « signé ».

2.2. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté (« réalisé ») :

2.3. Observations à formuler sur le compte-rendu financier :

Je soussigné(e), (nom et prénom) .....

représentant(e) légal(e) de l'organisme,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | | à .....

Signature :

**ANNEXE 3**

| Nom de l'organisme :                           |        |         |                 |  |        |         |                 | Année : |  |
|--|--------|---------|-----------------|--|--------|---------|-----------------|---------|--|
| CHARGES (en euros)                             |        |         |                 | PRODUITS (en euros)                                    |        |         |                 |         |  |
|  | Budget | Réalisé | Ecart en valeur |  | Budget | Réalisé | Ecart en valeur |         |  |
| 60 – Achats                                    |        |         |                 | 70 - Ventes de produits finis, prestations de services |        |         |                 |         |  |
| Achats d'études et de prestations de service   |        |         |                 | Marchandises   |        |         |                 |         |  |
| Achats de matières et fournitures              |        |         |                 | Prestations de services                                |        |         |                 |         |  |
| Fournitures non stockables (eau, énergie)      |        |         |                 | Produits des activités annexes                         |        |         |                 |         |  |
| Fournitures d'entretien et de petit équipement |        |         |                 |  |        |         |                 |         |  |
| Fournitures administratives                    |        |         |                 | 74 - Subventions d'exploitation                        |        |         |                 |         |  |
| Autres fournitures                             |        |         |                 | État (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s))        |        |         |                 |         |  |
| 61 - Services extérieurs                       |        |         |                 | Région   |        |         |                 |         |  |
| Sous traitance générale                        |        |         |                 | Département  |        |         |                 |         |  |
| Locations mobilières et immobilières           |        |         |                 | Bordeaux Métropole                                     |        |         |                 |         |  |
| Entretien et réparation                        |        |         |                 | Autres EPCI  |        |         |                 |         |  |
| Assurances                                     |        |         |                 | Commune(s)   |        |         |                 |         |  |
| Documentation                                  |        |         |                 | Organismes sociaux                                     |        |         |                 |         |  |
| Divers   |        |         |                 | Fonds européens  |        |         |                 |         |  |
| 62 - Autres services extérieurs                |        |         |                 | Emplois aidés  |        |         |                 |         |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires     |        |         |                 | Autres (précisez) :                                    |        |         |                 |         |  |
| Publicité, publications                        |        |         |                 |  |        |         |                 |         |  |
| Déplacements, missions et réceptions           |        |         |                 | 75 - Autres produits de gestion courante               |        |         |                 |         |  |
| Frais postaux et de télécommunication          |        |         |                 | Cotisations  |        |         |                 |         |  |
| Services bancaires                             |        |         |                 | Autres   |        |         |                 |         |  |
| Divers   |        |         |                 |  |        |         |                 |         |  |
| 63 - Impôts et taxes                           |        |         |                 | 76 - Produits financiers                               |        |         |                 |         |  |
| Impôts et taxes sur rémunérations              |        |         |                 |  |        |         |                 |         |  |
| Autres impôts et taxes                         |        |         |                 | 77 - Produits exceptionnels                            |        |         |                 |         |  |
| 64 - Charges de personnel                      |        |         |                 |  |        |         |                 |         |  |
| Rémunérations du personnel                     |        |         |                 | 78 - Reprises sur amortissements et provisions         |        |         |                 |         |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Charges sociales   |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres charges de personnel  |  |  |  | 79 – Transfert de charges                |  |  |  |
| 65 - Autres charges de gestion courante                            |  |  |  |  |  |  |  |
| 66 – Charges Financières   |  |  |  |  |  |  |  |
| 67 - Charges exceptionnelles                                       |  |  |  |  |  |  |  |
| 68 - Dotations aux amortissements,<br>provisions<br>et engagements |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>   |  |  |  | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                |  |  |  |
| 86 - <i>Emploi des contributions volontaires<br/>en nature</i>     |  |  |  | 87 - Contributions volontaires en nature |  |  |  |
| - <i>Secours en nature</i>   |  |  |  | - <i>Bénévolat</i>                       |  |  |  |
| - <i>Mise à disposition gratuite des biens et<br/>prestations</i>  |  |  |  | - <i>Prestations en nature</i>           |  |  |  |
| - <i>Personnel bénévole</i>  |  |  |  | - <i>Dons en nature</i>                  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
|--|--|
| <b>Date / Nom et signature du Président ou du représentant<br/>légal</b> |  |
|--|--|